



Revue de presse

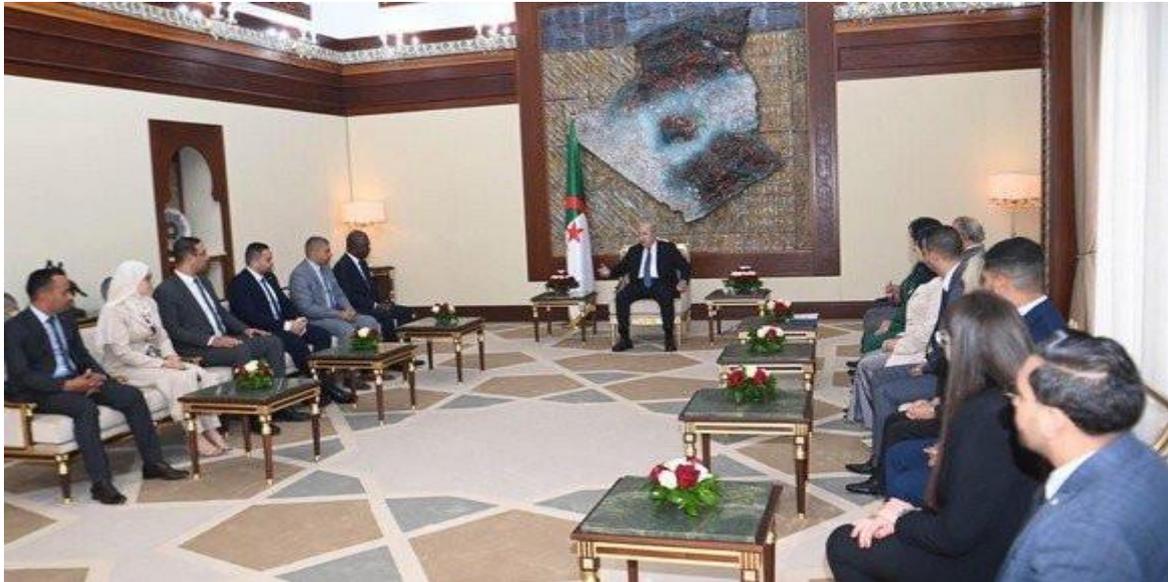


Mercredi 30 aout 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Le président de la République reçoit le président du Conseil supérieur de la jeunesse et les membres de son Bureau



ALGER - Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu mardi le président du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, ainsi que les membres du Bureau de cette instance, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République.

Cette audience, précise la même source, intervient dans le cadre "d'une série des consultations continues menées par Monsieur le Président pour évaluer les activités de cette instance et écouter les préoccupations et propositions des membres du Conseil".



BRICS: nous continuerons à défendre nos choix avec les mêmes alliés dans d'autres cadres

ALGER - Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf a affirmé, mardi, que l'Algérie qui défend le principe de la multipolarité dans les relations internationales et le rétablissement de la coopération multilatérale, continuera à défendre ces choix avec ses alliés du groupe des BRICS dans d'autres cadres.

Le ministre répondait à une question sur la position de l'Algérie vis-à-vis des conclusions du dernier sommet des BRICS à Johannesburg (Afrique du Sud) lors d'une conférence de presse tenue au Centre international de conférences (CIC) "Abdelatif-Rahal", consacrée aux développements en cours dans la région du Sahel, en général, et en République du Niger, en particulier.

"Les pays du BRICS sont des Etats amis, voire des alliés de longue date avec lesquels nous entretenons, avant même les BRICS, une coordination concernant nos questions politiques étrangères", a souligné M. Attaf.

L'Algérie a de tout temps plaidé en faveur de la multipolarité dans les relations internationales, des rapports équitables, la sécurité internationale et le rétablissement de la coopération multilatérale, a-t-il ajouté, rappelant que ces choix et ces principes "sont au cœur de la politique étrangère de l'Algérie depuis le recouvrement de sa souveraineté nationale".

"Nous continuerons à défendre ces choix avec les mêmes alliés dans d'autres cadres comme le Conseil de sécurité de l'ONU, le groupe des 77 et le Mouvement des non-alignés", a soutenu M. Attaf, soulignant que ces "objectifs sont toujours de mise".

L'ENIE de Sidi Bel-Abbès signe une convention pour la fabrication de 20.000 TPE



SIDI BEL-ABBES - L'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE) de Sidi Bel-Abbès vient de signer une convention avec la Société des services bancaires (SSB) pour la fabrication de 20.000 terminaux de paiement électronique (TPE), a indiqué mardi la Directrice générale de l'ENIE.

La fabrication de cette quantité de terminaux de paiement électronique débutera au mois de septembre prochain, a indiqué Mme Baya Kendil dans une déclaration à l'APS, faisant état également dans ce même contexte de la concrétisation d'un projet avec Naftal pour la réalisation d'équipements fixes de paiement électronique, qui seront placés au niveau des stations d'essence.

La même responsable a fait savoir que plus de 50.000 unités de paiement électronique ont été fabriquées depuis le lancement de ce projet de production en 2018, dans le cadre d'une convention signée entre le secteur de la poste et des télécommunication et la SSB, dans l'objectif de promouvoir les outils de la production nationale.

S'agissant du type de terminaux du paiement électronique, elle a expliqué qu'il est question de fabriquer trois types d'appareils (terminal classique, terminal grand format et petit terminal intelligent).

La capacité annuelle de production de ces appareils dépasse 220.000 unités, a-t-elle encore noté, ajoutant que l'ENIE dispose de moyens et de compétences de haut niveau, lui permettant de réaliser les projets inclus dans les conventions signées avec différents secteurs et de contribuer au développement de l'économie nationale suivant la stratégie tracée par les hautes autorités du pays.

3e Foire commerciale intra-africaine : L'Algérie participe avec 12 secteurs économiques



L'Agence nationale pour la promotion du commerce extérieur « ALGEX » a annoncé l'organisation de la participation algérienne à la troisième édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF2023), inscrite au programme officiel des manifestations économiques à l'étranger pour l'année en cours.

Organisée par la Banque africaine d'import-export, Afreximbank, en collaboration avec l'Union Africaine et le Secrétariat de la ZLECAf, cet événement se tiendra au Caire en Egypte, du 9 au 15 novembre 2023.

Initialement prévu à Abidjan (Côte d'Ivoire), le Conseil consultatif de l'IATF2023 a décidé, mai dernier, de désigner Le Caire comme étant le nouvel hôte de cette édition.

Placé sous le slogan « promouvoir le commerce entre l'Égypte et l'Afrique », ce rendez-vous se veut une unique et précieuse aux entreprises pour accéder à un marché Africain intégré de plus de 1,3 milliard de personnes avec un PIB de plus de 3.500 milliards de dollars, créé dans le cadre de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine.

Cette édition se focalisera sur les industries alimentaires, l'agriculture, l'industrie automobile, le secteur de la construction et de la décoration, les consommables, l'énergie et l'électricité, les banques et le secteur des assurances, le tourisme et les voyages, les mines, innovation, informatiques, matériels et équipements de santé, et startups.

L'Algérie participe à ce rendez-vous économique, dans le cadre d'une nouvelle vision basée sur le renforcement de la présence algérienne sur le continent africain, en exploitant les avantages accordés par la Zlecaf, qui constitue une opportunité pour les produits nationaux et des entreprises algériennes de pénétrer le marché continental.

Tout le monde reconnaît la faiblesse du commerce intra-africain, qui ne dépasse pas au mieux 10 % de ses échanges totaux avec le reste du monde. Le continent reste dépendant des exportations de ses matières premières et de ses richesses souterraines.

Ce qui en fait une arène de compétition dans laquelle toutes les grandes puissances y trouvent leur compte sauf ses propres enfants.

«L'Algérie est en mesure de devenir un acteur incontournable dans ce domaine», selon les experts

La microélectronique, levier central de croissance économique

Le rôle moteur de la microélectronique dans l'innovation technologique et industrielle et, par ricochet, dans l'essor économique du pays n'est plus à démontrer dans la mesure où il détermine la compétitivité des entreprises dans tous les secteurs d'activité.

De même que pour son caractère central et vital dans l'économie, particulièrement dans l'économie numérique sous toutes ses formes. C'est pourquoi les capacités institutionnelles et les compétences opérationnelles algériennes devraient être développées dans le secteur pour être le moteur d'un avenir prometteur, et l'Algérie possède les potentiels pour ce faire. De plus, cet objectif ne peut être atteint sans l'intégration participative de l'université dans son environnement et sa mise en relation avec les entreprises économiques. Pour abrégé, il est notoirement établi aujourd'hui que la microélectronique est devenue un secteur central de l'économie nationale.

Aujourd'hui, selon les experts en la matière, aucun secteur industriel ne peut être assez compétitif sans l'emploi de composants microélectroniques avancés. Ces derniers sont à l'origine de l'introduction de nouvelles fonctions toujours plus performantes et de réduction de coûts. La microélectronique constitue donc un vecteur déterminant de l'innovation technologique et industrielle.

«Les technologies de pointe constituent des leviers essentiels de croissance économique»

Pour l'expert en technologie et en système numérique, Nassim Louchani, «les technologies de pointe constituent des leviers essentiels de croissance économique mondiale sur lesquels reposent toutes les technologies actuelles et à venir. Pour l'Algérie, celles-ci pourraient servir de leviers stratégiques potentiels qui permettraient de voir apparaître des politiques ayant de meilleures chances de provoquer le développement national, économique et social. Elles doivent être cependant adaptées au contexte national spécifique et au contexte international en tant qu'instruments pour relever le défi que constitue la transition vers une société de la connaissance».

«La rapidité de l'évolution des technologies est un des traits les plus saillants de notre époque. Les progrès technologiques rapides enregistrés, rendus possibles par l'élargissement et l'approfondissement des connaissances dans des domaines souvent situés aux frontières des disciplines scientifiques et traditionnelles, se manifestent dans des technologies dites de pointe. En somme, elles ne sont pas seulement de plus en plus

utilisées dans les produits et les services, mais constituent aussi la base des techniques de production de pointe sur lesquelles se fonde la compétitivité économique», a-t-il ajouté.

Interrogé sur ce que l'Algérie pourrait gagner en se lançant dans cette entreprise, notre interlocuteur a répondu : «Notre pays, l'Algérie, devrait prendre comme exemple cette stratégie de développement industriel global pour laquelle il dispose déjà d'un tissu industriel tels que les industries agroalimentaire, des matériaux de construction et du bâtiment, métallurgique, mécanique, électriques et électronique, chimique et énergétique et l'adapter et l'actualiser pour définir les objectifs et les priorités de la recherche technologique et des services scientifiques et technologiques en fonction des domaines spécifiques, soigneusement ciblés et choisis, et sur la base desquels reposera la stratégie comme une condition nécessaire à l'innovation technologique et à l'entrepreneuriat technique.

On verra ainsi qu'un processus dynamique et autonome de développement industriel peut être mis en route dans certains créneaux essentiels et que ce processus devrait ultérieurement avoir des effets d'entraînement et de mobilisation dans des domaines plus larges.»

«L'Algérie a les moyens de devenir un acteur de la microélectronique»

Pour sa part, l'expert économique Abdelkader Kourini épouse la même thèse selon laquelle «il est nécessaire pour l'Algérie de devenir un acteur de la microélectronique en tant qu'alternative stratégique pour le développement économique hors hydrocarbures, de contribuer au développement et à la mise en œuvre d'un modèle économique productif moins dépendant des exportations d'hydrocarbures et d'encourager l'exploitation des ressources locales».

«La stratégie nationale de développement de la microélectronique répond aux récentes orientations politiques et stratégiques de l'Algérie qui vise à faire de la recherche scientifique, de l'innovation technologique et de l'économie de la connaissance des leviers du développement socioéconomique», a-t-il ajouté. Et de souligner «l'impérative conjugaison des efforts de tous les acteurs pour concrétiser cette stratégie». Il a également mis en avant «la nécessité de jeter des passerelles entre l'Université et les sociétés économiques et placer les préoccupations de ces dernières au centre des intérêts de l'Université et vice-versa».

Se voulant précis, Kourini a ajouté : «La microélectronique est une spécialité du domaine de l'électronique qui s'intéresse à l'étude et à la fabrication de puces électroniques et de composants à l'échelle micrométrique. À l'échelle nanométrique, cette réduction amène à parler désormais de nanoélectronique, qui est une évolution logique de la microélectronique.

Les systèmes informatiques, les systèmes embarqués, les systèmes automatiques... reposent sur deux piliers : la microélectronique et les logiciels. Les logiciels permettent à ces systèmes d'accomplir des tâches et la microélectronique fournit des plateformes matérielles sur lesquelles s'exécutent les logiciels. Les puces sont au cœur des TIC, c'est-à-

dire cet ensemble d'outils et de ressources technologiques permettant la transmission, l'enregistrement, le partage ou l'échange des informations, notamment les ordinateurs, Internet, les technologies et les appareils de diffusion en direct et la téléphonie.»

«Créer des startups dans le domaine de la microélectronique, une nécessité»

Concernant principalement le rôle prépondérant de la microélectronique dans l'essor économique du pays, notre interlocuteur a indiqué : «L'Algérie doit s'y engager en fonction de son génie, de ses moyens et de ses besoins. De plus, confrontés à une explosion de l'information scientifique et technologique, provenant non seulement de disciplines scientifiques au sens universitaire du terme mais concernant aussi les systèmes de production, les managers responsables du développement technologique des secteurs productifs des économies algériennes se doivent de maîtriser cette information afin d'opérer des choix judicieux et efficaces.»

Notre interlocuteur n'a pas manqué de mettre l'accent sur «la nécessaire promotion de la coopération scientifique et de s'inspirer de l'expérience des compétences algériennes dans le domaine de la microélectronique afin de parvenir à élaborer une stratégie nationale et développer la recherche dans ce domaine». «La création de startups en Algérie, notamment dans le domaine de la microélectronique, afin de développer l'économie nationale et enrichir le tissu industriel est une nécessité», a-t-il insisté.

Pour conclure, l'expert économique Abdelkader Kourini a indiqué que «la microélectronique et les technologies de pointe ne doivent pas nous laisser indifférents. Il faut tirer le maximum de profit des nouvelles possibilités et opportunités qui sont à notre portée et à la mesure de notre potentiel. Notre pays, pourvu de ressources minérales et énergétiques et surtout de ressources humaines aussi bien locales qu'expatriées, devrait songer à élaborer une stratégie nationale de développement sur la base des domaines scientifiques et technologiques spécifiques clés comme condition nécessaire à l'innovation technologique et à l'entrepreneuriat technique, préalable à la croissance économique et à la création d'emplois».

Opérateurs et particuliers concernés par l'assurance Catastrophes naturelles

Les risques liés au changement climatique, à travers les événements météorologiques extrêmes (sécheresse, inondations...), mais aussi les autres risques naturels (séisme, invasions acridiennes...) et technologiques industriels (incendies, explosions...), c'est-à-dire les risques majeurs qui se posent aux acteurs économiques autant qu'aux particuliers

Dans les zones à risque élevé, l'exigence de se couvrir par une assurance adéquate pour faire face aux dépenses financières, qui peuvent être énormes, entraînées par les sinistres, est une nécessité. La loi algérienne a identifié 17 risques pour lesquels a été mis en place un système d'assurances dont l'assurance contre les catastrophes naturels (CATNAT). Bien que la CATNAT, soit obligatoire, sa part est de 2%, du marché des assurances en Algérie, selon les estimations des spécialistes. L'assurance contre les effets des catastrophes naturelles (CATNAT), rendue obligatoire juste après le séisme de Boumerdès du 21 mai 2003, est encore marquée par de grands retards dans les souscriptions aux contrats. La loi ne prévoit pas de mesures coercitives en cas de non respect de la disposition d'obligation, alors le citoyen ne sent pas contraint de le faire. L'Etat continue parfois à prendre en charge les dégâts en indemnisant les sinistrés après les catastrophes naturelles. Alors les gens non seulement pensent être à l'abri de telles catastrophes, mais si par malheur elles surviennent savent que l'Etat est là pour les indemniser et venir à leur secours. Conséquence, d'importantes ressources financières sont mobilisées par l'Algérie pour réduire les effets des catastrophes et indemniser les victimes. Pourtant, le président de l'Union générale arabe des assurances (UGAA), Al-Assad Zerrouk, qui était à Oran en juin 2022, trouvait que l'expérience algérienne «pionnière» dans le domaine de l'assurance contre les catastrophes naturelles est «un exemple à suivre» pour les pays arabes, en faisant constater que l'Algérie était le premier pays arabe à mettre en place un système d'assurance contre les catastrophes naturelles. Les spécialistes algériens, eux, mettent l'accent sur l'importance de la révision de loi sur les assurances pour réduire les charges financières supportées par l'Etat. Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a fait savoir, en mai dernier, à Boumerdès, à l'ouverture du colloque international «Réduire le risque sismique : gouvernance et prospective», organisé par le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, que les dépenses publiques destinées à faire face aux catastrophes en Algérie, notamment les inondations, les séismes et les feux de forêt ont dépassé une moyenne de 225 millions de dollars/ans durant les 15 dernières années. Dernièrement, en juin, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural avait

mis en place une cellule de veille pour recenser et évaluer les dégâts liés aux inondations, afin d'indemniser les sinistrés, «dans les plus brefs délais, dans le but de préserver les capacités de production agricoles et animalières». En dépit des efforts en matière de sensibilisation et de communication qui sont faits, la souscription d'une assurance Catnat n'est pas encore un réflexe bien ancré ni chez les opérateurs économiques, ni chez les particuliers. Tout au long de la campagne moisson-battage 2022-2023, des Journées de vulgarisation ont été organisées par la Caisse nationale de la mutualité agricole (CNMA), au profit des agriculteurs, en tant qu'assureur-conseil de proximité, afin de les sensibiliser sur l'importance de l'assurance agricole pour protéger leurs revenus et leurs cultures. La CNMA s'est engagé à accompagner les agriculteurs, particulièrement les jeunes ouverts aux pratiques modernes, en leur proposant une panoplie de produits d'assurances agricoles qui réduisent les répercussions des risques et leur impact sur les rendements, notamment les produits qui concernent les aléas climatiques à caractère calamiteux, tel que les inondations, le gel, le sirocco sur les cultures céréalières et les autres spéculations telles que les cultures arboricoles, viticoles, maraîchères et autres. Lors de ces Journées de vulgarisation, les directeurs des caisses régionales ont même offert aux assurés, à titre gracieux, des mesures d'accompagnement à savoir, des extincteurs comme moyen de prévention contre les incendies. Ils ont également procédé à la distribution des décisions d'indemnisation aux agriculteurs dont les récoltes ont été endommagées par la grêle.

Samira Takharboucht



Pouvoir d'achat : Des acquis à préserver

L'amélioration et la protection du pouvoir d'achat des ménages, notamment des classes dites moyennes qui ont subi de plein fouet les conséquences des crises passées, fait partie des objectifs essentiels des politiques économiques et sociales prônées par les pouvoirs publics ces trois dernières années.

PAR R. AKLI

Rattrapage graduel et significatif des revenus salariaux, lutte sévère contre les pratiques spéculatives et politique volontariste de la banque centrale pour ajuster la valeur du dinar sont en effet autant de leviers sur lesquels le gouvernement entreprend d'agir afin d'améliorer le niveau de vie des différentes couches de la population.

L'augmentation des salaires, la revalorisation du dinar et la lutte contre la spéculation « constituent un engagement à respecter », a réaffirmé à maintes reprises le président de la République, en déplorant lors d'une récente entrevue avec des représentants de médias nationaux qu' « aucune augmentation de salaire n'a été enregistrée en Algérie depuis près de 10 ou 15 ans ».

Aussi s'était-il solennellement engagé, « la protection du pouvoir d'achat des citoyens, la préservation des emplois et la prise en charge sociale demeureront parmi les priorités auxquelles nous accordons un intérêt particulier et pour lesquelles nous œuvrerons à mobiliser les ressources financières possibles, notamment au profit de la classe moyenne, les catégories à revenu limité et les couches sociales démunies ».

Dès lors, de nombreuses mesures ont été d'emblée mises en place afin de donner forme à cette démarche, dont notamment la suppression de l'impôt sur le revenu au profit des catégories à faible revenu, la révision du point indiciaire, la création de l'allocation chômage et l'augmentation des pensions de retraite.

Au total, les réajustements salariaux devront atteindre un niveau de plus de 47% d'ici à l'année prochaine, tandis que le pouvoir d'achat du dinar commence déjà à connaître un début d'appréciation, l'exécutif se fixant comme objectif de parvenir à le réévaluer à terme de près de 30% afin de limiter surtout l'impact sévère de l'inflation importée sur les prix domestiques à la consommation.

Pourtant, bien qu'exceptionnelle et inédite depuis plus d'une décennie, avec des effets palpables sur les revenus des ménages, des retraités et même des chômeurs, la démarche des pouvoirs publics, toute pragmatique qu'elle est, demeure néanmoins à consolider par des actions structurelles afin d'empêcher surtout que le citoyen perde, pour ainsi dire, de la main gauche ce qu'il gagne de la main droite.

Force est de souligner en effet que les conséquences néfastes de la spéculation et des flambées récurrentes et injustifiées des prix à la consommation continuent à constituer un écueil réel pour le commun des Algériens dont le pouvoir d'achat reste ainsi à protéger face à ses phénomènes trop souvent répétitifs et qui continuent à grever injustement leur bourse.

«Il faut prévoir une politique de long terme»

En sus des dispositifs de coercition très sévères que les pouvoirs publics ont déjà mis en place pour sévir contre les spéculateurs de tous bords, des mesures structurelles et de long terme devraient en effet être progressivement mise en place afin d'assurer une régulation plus systématique des marchés et des circuits de distribution de sorte à permettre la formation de systèmes de prix plus transparents et plus en cohérence avec les évolutions de l'offre et de la demande.

Tel que nous explique à cet égard l'expert en économie et finances Mahfoud Kaoubi, l'amélioration du pouvoir d'achat nominal des ménages à travers l'augmentation de leurs revenus doit être confortée par des mesures de long terme permettant une amélioration de leur pouvoir d'achat réel afin d'éviter qu'il soit à chaque fois absorbé par l'inflation et les flambées des prix répétitives et injustifiées.

Selon lui, « il faut ainsi agir sur trois leviers essentiels, à savoir les revenus, l'offre de biens et services et l'organisation des marchés, notamment ceux de gros ». Afin de protéger durablement le pouvoir d'achat des citoyens, il est nécessaire d'œuvrer à la fois à « organiser aussi bien les processus de production que les circuits de distribution », soutient notre interlocuteur, en soulignant que « l'élément le plus important dans cette équation est d'abord de garantir l'offre, en produisant plus et mieux pour permettre de vendre moins cher ».

Pour ce faire, nous précise en définitive l'expert en économie, « il faut prévoir une politique de long terme qui permet d'accroître la production, d'assurer une meilleure visibilité sur l'offre, de renforcer les lieux de stockage pour les produits agricoles, d'améliorer les chaînes logistique et de froid et de mieux organiser les lieux où peuvent se rencontrer l'offre et la demande afin de réduire l'ampleur des marges et des intermédiations ».



Pétrole: Léger recul pour le Brent

Les cours du pétrole en ordre dispersé

Les cours du pétrole ont terminé en ordre dispersé, ce lundi, ballottés entre l'impact des coupes de production de l'Opep+ et les inquiétudes quant à la demande chinoise.

Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, a cédé 0,07% à 84,42 dollars tandis que son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, a avancé de 0,33% à 80,10 dollars.

Les échanges ont été faibles alors que le marché de Londres était fermé (un jour férié).

« Le marché essaye de se situer entre les réductions de production de l'Arabie Saoudite et la destruction de la demande en Chine », ont estimé des analystes.

Le ralentissement économique en Chine, premier pays importateur de brut au monde, est scruté par les investisseurs, ayant des conséquences importantes sur la demande mondiale.

Les courtiers surveillaient par ailleurs la tempête Idalia dans le Golfe du Mexique aux Etats-Unis qui pourrait devenir un ouragan en s'approchant de la Floride.

EL MOUDJAHID

FACE AU DOLLAR AMÉRICAIN

LE DINAR POURSUIT SON ASCENSION

La valeur du dinar continue de s'améliorer par rapport à la devise américaine, le dollar, selon une circulaire de la Direction générale de la prévision et des politiques au ministère des Finances, qui fixe le taux de change mensuel du dinar par rapport à la devise américaine.

La valeur du dollar, pour le mois d'avril 2023 a été fixée à 135,44 DA, contre 145,8 dinars pour un dollar en juin 2022, ce qui indique que sa valeur a augmenté de 10,36 DA en 10 mois, selon les indicateurs économiques actualisés jusqu'à ce mardi. Pour l'expert économiste Mourad Kouachi, le taux de change du dinar n'a cessé d'augmenter par rapport à la monnaie américaine, le dollar, depuis plus d'un an, en raison de plusieurs facteurs tant internes qu'externes. Il s'agit, entre autres, de l'amélioration des exportations de l'Algérie, y compris les exportations de pétrole et de gaz et les exportations hors hydrocarbures vers l'étranger. En effet, comme il le signalera, plus les exportations d'un pays sont élevées, plus la valeur de sa monnaie augmente, rappelant dans ce contexte la hausse des exportations non pétrolières, qui étaient de 6 milliards de dollars l'an dernier, se sont élevées à 7 milliards de dollars cette année. «Ces exportations devraient atteindre les 10 milliards de dollars d'ici l'année prochaine, ce qui augure



d'une amélioration constante et continue de la monnaie nationale», a-t-il affirmé. Pour lui, cette hausse de la valeur du dinar par rapport à l'euro et au dollar «va largement profiter à l'économie nationale, en ce que les investisseurs en Algérie auront à moins convertir pour acquérir des usines prêtes». De même, la dépréciation de l'euro et du dollar permettra de réduire la valeur des importations de l'Algérie. Aussi, l'ex-

pert s'attend à ce que l'économie algérienne se structure davantage au cours de la prochaine étape, et souligne que l'amélioration du taux de change de la monnaie nationale contribuera à mieux faire face à toute éventuelle crise. Il a également estimé que l'amélioration des indicateurs de la balance commerciale, qui a atteint 17 milliards de dollars l'an dernier, a également joué un rôle majeur dans la reprise du dinar.

Au-delà de tous ces facteurs qui contribuent à l'amélioration du taux de change du dinar, Kouachi indique que l'augmentation constante de la réserve de change, qui est passée de 40 milliards de dollars en 2021 à 64 milliards de dollars début 2023, a également été un élément déterminant, sans compter l'intervention «éclairée» de la Banque d'Algérie pour augmenter la valeur du dinar par rapport au dollar américain et

à l'euro. Tout cela pour contrôler le niveau de l'inflation, réguler les prix du marché et protéger ainsi le pouvoir d'achat du citoyen algérien. Une démarche qui a aidé à alléger l'inflation, au regard de la grande hausse des prix sur le marché mondial et les répercussions qui en découlent sur les prix des importations du pays, a-t-il dit, assurant que la hausse du dinar a des répercussions positives sur les prix des intrants.

Pour ce qui est des facteurs externes, l'économiste affirme que l'émergence des caractéristiques d'un nouveau monde multipolaire cherchant à s'affranchir de l'obligation de traiter en dollar américain, et le recours de certains pays à abandonner l'utilisation des devises étrangères a conduit à une baisse de la demande de la devise américaine récemment. Situation qui a considérablement réduit sa valeur à l'échelle mondiale, ce qui est l'une des raisons les plus importantes qui ont conduit à la hausse du prix du dinar algérien par rapport au dollar américain.

Amel Zemouri

CRÉDIT AGRICOLE CONTRIBUTION À L'AMÉLIORATION DE LA PRODUCTIVITÉ

Le secteur agricole voit son importance aller crescendo. Le gouvernement mise sur ce secteur vital. Plus que jamais, les banques sont appelées à jouer pleinement leur rôle, notamment en octroyant des crédits agricoles. Le gouvernement «devrait encourager des moyens efficaces pour augmenter le flux de crédit bancaire aux entreprises privées dans le secteur agricole par une intermédiation bancaire efficace qui stimulera la productivité agricole», affirment Souria Hammache et Kahina Cherou, de l'université de Tizi Ouzou. Plaidant pour la création davantage de banques agricoles et l'amélioration du fonctionnement des banques existantes, les universitaires indiquent que les banques commerciales «devraient accorder plus de crédit au secteur privé, afin de bénéficier mutuellement au secteur agricole et au secteur bancaire». Il serait important, relèvent-elles, de «réviser les politiques de crédit agricole et faciliter les procédures d'octroi de crédit aux agriculteurs». Les programmes de prêts sans intérêt «pourraient changer l'opinion des agriculteurs et accroître leur confiance dans les instituts gouvernementaux et le secteur bancaire». Il est important de noter que «la politique d'octroi de crédit ne peut être efficace que quand les crédits agricoles contribuent à l'amélioration et à l'augmentation de la productivité».

L'augmentation de la productivité, argumentent les universitaires, «mènera à l'accroissement de la croissance économique». Par ailleurs, l'augmentation de la productivité «peut être obtenue, grâce à l'utilisation de la haute technologie dans l'agriculture et à la modernisation de l'équipement». Cependant, en raison de l'effet des niveaux faibles des revenus des agriculteurs impliqués dans les zones agricoles en Algérie et en raison de leur manque d'épargne à réinvestir, «la modernisation de la production ne peut être réalisée». Le mécanisme de crédit agricole dans le pays «doit être développé, afin d'augmenter les possibilités de financement des investissements technologiques et de modernisation par les agriculteurs, ceci permettrait une augmentation du rendement global du secteur». Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, avait affirmé que toutes les banques sont concernées par le financement de l'investissement agricole, mettant en garde contre tout refus de financement des dossiers des investisseurs agricoles remplissant les conditions exigées. Outre l'investissement, un plaidoyer est fait pour asseoir la culture de l'assurance chez les agriculteurs. L'assurance est un des principaux facteurs à même d'asseoir une agriculture moderne et d'assurer la durabilité des filières stratégiques sur lesquelles mise l'Algérie, avant d'appeler les agriculteurs à s'organiser en coopératives pour l'acquisition et l'exploitation du matériel agricole.

Fouad Irnatene

BILAN DU MINISTÈRE DU COMMERCE

Fraude fiscale, spéculation et produits impropres

Le ministère du Commerce a fait état de son bilan sur les opérations de contrôle et de vérification des produits. Il ressort qu'en 7 mois, il y a eu 118.195 PV dressés avec des poursuites judiciaires avec saisie de 870 tonnes de marchandises soit une valeur de près de 499.825 millions de dinars.

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

Décidé à mettre les bouchées doubles pour le contrôle et la répression des fraudes, le ministère du Commerce a livré dans un communiqué édité dernièrement les chiffres des opérations menées en 7 mois.

Il est clairement démontré que la fraude, la dissimulation du chiffre d'affaires par les commerçants et la spéculation sont en nette augmentation.

Selon les indices indiqués, il est fait état de 120.221 opérations menées par les services de répression des fraudes de janvier à juillet où il est enregistré une hausse de près de 42% des chiffres d'affaires des activités commerciales.

Une fraude fiscale qui a atteint le montant de 32,82 milliards de dinars. Un chiffre inquiétant sur une pratique frauduleuse qui reste un délit puni par la loi.

Dans ce contexte, le département du commerce a procédé à la fermeture de 8502 locaux commerciaux et la poursuite judiciaire des contrevenants.

Le deuxième fléau qui est la spéculation, le chiffre est effarant avec la saisie de 130.359 litres d'huile de table, 9132 litres de lait subventionné, de 213 tonnes de farine et 162,80 tonnes de semoule.



"Cette spéculation", observe-t-on, "touche essentiellement les denrées alimentaires de base à travers lesquelles, les spéculateurs tentent de créer des pénuries cycliques et d'augmenter les prix à leurs profits."

Ce qui est encore pire, c'est que la spéculation n'a épargné aucun produit au point où les bananes, pommes, oignons et pomme de terre n'y échappent pas.

La valeur totale de cette spéculation est de

312,94 tonnes, ce qui est un record face à la montée en puissance de ces cartels de la "mafia" économique.

On assiste médusé à la spéculation sur le sucre, un produit phare que l'État importe à coup de millions de dollars. Fort heureusement que l'indice de spéculation sur cette denrée est faible et n'excède pas les 37,61 tonnes de sucre saisi. Les pouvoirs publics ont pris des dispositions fermes en luttant sans merci contre ces pra-

tiques qui font entorse à la loi. "Les sanctions dures", rappelle-t-on, "sont prévues à l'endroit des spéculateurs dont le délit est renforcé par le crime économique sévèrement réprimé." En outre, le ministre du Commerce a récemment évoqué que le champ du contrôle sera renforcé pour tout acte d'importation qu'elle que soit le produit et son impact sur le marché de la consommation locale.

F. A.

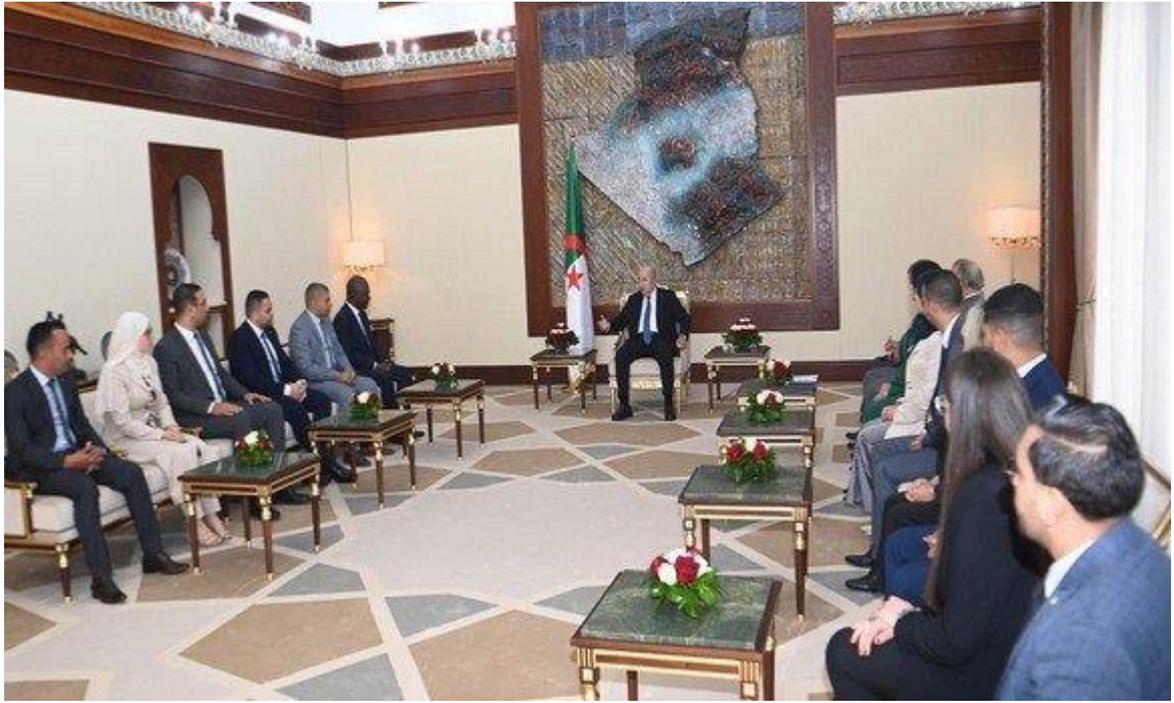
**3^{ème} SALON COMMERCIAL
INTRA-AFRICAIN
L'Algérie entre avec
12 secteurs
économiques**

L'Agence nationale pour la promotion du commerce extérieur "ALGEX" a annoncé l'organisation de la participation de l'Algérie à la troisième édition de la Foire commerciale de l'Afrique intérieure (IATF2023), qui fait partie du programme officiel des manifestations économiques à l'étranger de l'année en cours.

Organisé par la Banque africaine d'import-export, Afreximbank, en collaboration avec l'Union africaine et le Secrétariat de la ZLECAf, l'événement se tiendra au Caire, en Égypte, du 9 au 15 novembre 2023. Initialement prévu à Abidjan (Côte d'Ivoire), le conseil consultatif de l'IATF2023 a décidé en mai dernier de désigner le Caire comme nouvel hôte de cette édition.

Avec pour slogan "promouvoir le commerce entre l'Égypte et l'Afrique", cette réunion constitue une opportunité unique et précieuse pour les entreprises d'accéder au marché africain intégré de plus de 1,3 milliard d'habitants avec un PIB de plus de 3 500 milliards de dollars, créé dans le cadre du Zone de libre-échange continentale africaine.

رئيس الجمهورية يستقبل رئيس المجلس الأعلى للشباب وأعضاء مكتبه



الجزائر- استقبل رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، اليوم الثلاثاء، رئيس المجلس الأعلى للشباب، السيد مصطفى حيداوي وأعضاء مكتبه، حسب ما أورده بيان لرئاسة الجمهورية.

وأوضح البيان أن هذا الاستقبال يندرج في إطار "سلسلة المشاورات المتواصلة التي يجريها السيد الرئيس من أجل تقييم أنشطة هذه الهيئة وكذا الاستماع الى انشغالات أعضاء المجلس واقتراحاتهم".

رئيس الجمهورية يجدد التأكيد على ضرورة التكفل بانشغالات الشباب وطموحاتهم

الجزائر- أفاد رئيس المجلس الأعلى للشباب، السيد مصطفى حيداوي، أن رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، وخلال استقبله له اليوم الثلاثاء رفقة أعضاء مكتب المجلس، أكد على أهمية التكفل بانشغالات الشباب وآمالهم وطموحاتهم وأبدى حرصه على ضرورة العمل تجاه شباب الجالية وتعزيز التواصل معهم.

وفي تصريح أدلى به عقب الاستقبال، قال السيد حيداوي أن رئيس الجمهورية "أكد على أهمية التكفل بانشغالات الشباب وآمالهم وطموحاتهم"، كما أبدى "حرصه على ضرورة العمل تجاه شباب الجالية وتعزيز التواصل معهم وهذا بالتنسيق مع مختلف الفعاليات المعنية وعلى رأسها مسجد باريس".

وأبرز السيد حيداوي بالمناسبة "الرمزية الكبيرة" لهذا اللقاء الذي شكل --مثلما قال-- "فرصة لعرض حصيلة عمل المجلس بعد مرور سنة على تأسيس هيكله الإداري والتنظيمي وانطلاقه في تعزيز صورته على الساحة الوطنية من خلال لقائه بمختلف أطراف الشباب عبر ولايات الوطن".



عدم إنضمام الجزائر للبريكس لا يغير شيئا في التوجه الجديد الذي كرسه رئيس الجمهورية

الجزائر- أكد وزير الشؤون الخارجية والجالية الوطنية بالخارج، أحمد عطاف، يوم الثلاثاء بالجزائر العاصمة، أن رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، قام بتكريس التوجه نحو آسيا الوسطى و آسيا كمحور من محاور السياسة الخارجية للبلاد، و أن عدم انضمام الجزائر لمجموعة "بريكس" لا يغير شيئا في هذا "التوجه الجديد".

و خلال تنشيطه لندوة صحفية عرضت خلالها تفاصيل مبادرة رئيس الجمهورية من أجل ايجاد و تجسيد حل سياسي للأزمة في النيجر، و هي مبادرة تتضمن ستة (6) محاور كبرى، صرح السيد عطاف قائلا: "رئيس الجمهورية قام بتحويل محور من محاور السياسة الخارجية نحو آسيا الوسطى و آسيا فالمستقبل هناك"، مضيفا أن ملف بريكس "ظاهرة عابرة و الأساس لا يزال قائما و الخيارات الكبرى لازالت قائمة و أطر الحفاظ عليها لا زالت قائمة".

و تابع في نفس السياق: "البريكس لم يغير شيئا في هذه التوجهات و في قدرتنا على الدفاع عن مصالحنا، في اطار التوجه الجديد الذي قرره رئيس الجمهورية".

و أكد أن الجزائر كانت تسعى للانضمام لمجموعة "بريكس" من أجل اضافة اطار آخر لأطر انتشار سياستها الخارجية و أنها و رغم عدم انضمامها للمجموعة "ماضية في خياراتها".

و قال: "الجزائر التي تدافع عن مبدأ تعدد الأقطاب في العلاقات الدولية وإعادة روح التعاون المتعدد الأطراف ستواصل الدفاع عن خياراتها مع حلفائها في مجموعة البريكس في أطر أخرى" على غرار مجلس الأمن الأممي و مجموعة 77 و حركة دول عدم الانحياز.

اقرأ أيضا : مجموعة البريكس : سواصل الدفاع عن خياراتنا مع نفس الحلفاء في أطر أخرى

و اعتبر وزير الخارجية أنه لا يجب أن ينظر لعدم الانضمام كخسارة في مباراة، حيث أن "الجزائر لازالت لها كل الاطر الكافية للدفاع عن مصالحها الدبلوماسية و السياسية و الاستراتيجية و الاقتصادية و خصوصا نحو التوجه الجديد نحو آسيا الوسطى و آسيا".

و من بين هذه الأطر و الخيارات، تطرق السيد عطايف لسعي الجزائر للانضمام لبنك التنمية الجديد ل"بريكس" و للدخول في منظمة شنغهاي للتعاون، مذكرا بمساهمتها في رأسمال بنك شنغهاي للاستثمار في الهياكل القاعدية.

و أكد أن كل هذه الدول العضوة في بريكس "صديقة و حليفة"، دون استثناء. و عن سؤال اخر حول الدور الذي تلعبه المجموعة الاقتصادية لدول غرب افريقيا "ايكواس" في المنطقة، نوه السيد عطايف بدور هذه المجموعة الاقليمية في "تحقيق الاندماج الاقتصادي الافريقي باعتبارها وحدة مالية و تجارية و جمركية وصلت الى مستويات عالية في تجسيد هذا الاندماج" مؤكدا على ضرورة "عدم التشكيك في قدرات و مقومات هذه المجموعة" التي لعبت، يضيف، "دورا معتبرا في المجال الأمني" كذلك.



المؤسسة الوطنية للصناعات الإلكترونية بسيدي بلعباس: اتفاقية مع شركة الخدمات المصرفية لإنتاج أكثر من 20 ألف وحدة من نهائيات الدفع الإلكتروني

سيدي بلعباس - أبرمت المؤسسة الوطنية للصناعات الإلكترونية بسيدي بلعباس اتفاقية تعاون مع شركة الخدمات المصرفية "أس أس بي" من أجل إنتاج أكثر من 20 ألف وحدة من نهائيات الدفع الإلكتروني، حسبما أفادت به اليوم الثلاثاء الرئيسة المديرة العامة لذات المؤسسة العمومية.

وأوضحت باية قنديل في تصريح لواج أنه سيتم في إطار هذه الاتفاقية إنتاج نهائيات الدفع الإلكتروني وسيتم الشروع فيها انطلاقا من شهر سبتمبر المقبل.

و فضلا عن ذلك ستتكفل المؤسسة الوطنية للصناعات الإلكترونية بتجسيد مشروع مع شركة نפטال من أجل

إنجاز تجهيزات ثابتة للدفع الإلكتروني تستخدم من طرف الزبائن لدفع مستحقات الوقود عبر محطات نפטال المختلفة.



وفي ما يتعلق بالإنتاج الذي حققته المؤسسة كشفت ذات المسؤولة أنه تم إنتاج ما يفوق 50 ألف وحدة من نهائيات الدفع الإلكتروني منذ انطلاق هذا المشروع في سنة 2018 وذلك في إطار الاتفاقية المبرمة ما بين قطاع البريد والموصلات السلكية واللاسلكية وشركة الخدمات المصرفية في سياق ترقية أدوات الإنتاج الوطني.

وفي ما يخص أنواع أجهزة الدفع الإلكتروني المنجزة أبرزت أنه تم إنجاز ثلاثة أنواع منها جهاز الدفع الإلكتروني الكلاسيكي وجهاز الدفع الإلكتروني كبير الحجم وجهاز الدفع الإلكتروني الذكي صغير الحجم. وذكر ذات المصدر أن القدرة السنوية لإنتاج هذه الأجهزة تفوق 220 ألف وحدة تنجز عبر ثلاثة خطوط، مشيرا إلى أن المؤسسة الوطنية للصناعات الإلكترونية تمتلك إمكانيات ومؤهلات بشرية ذات كفاءة مهنية عالية تسمح لها بتحقيق المشاريع المبرمة مع مختلف القطاعات ومنه المساهمة في تنمية الاقتصاد الوطني وفقا لاستراتيجية السلطات العليا للبلاد.



مفتشية أقسام الجمارك بقسنطينة : حجز بضائع بقيمة تزيد عن 32 مليون دج منذ مطلع يناير

إلى 31 يوليو 2023



قسنطينة - تم حجز بضائع تفوق قيمتها المالية 32 مليون دج من طرف مفتشية أقسام الجمارك بقسنطينة وذلك في الفترة من الفاتح من يناير إلى غاية 31 يوليو من السنة الجارية ، حسبما صرح به اليوم الثلاثاء المفتش الرئيسي المكلف بالاتصال بذات المفتشية، عبد الكريم غندوس.

و أوضح ذات المسؤول في ندوة صحفية عرض خلالها حصيلة نشاطات مفتشية أقسام الجمارك بقسنطينة للفترة من 1 يناير إلى 31 يوليو من السنة الجارية أن البضائع المحجوزة تتضمن على الخصوص 4 طائرات مسيرة (درون) من الحجم الصغير و ساعات فاخرة و أكسيسوارات الهواتف النقالة و مواد تجميل و 1 كغ من الذهب و ذلك بعد أن أشار إلى إعداد 31 ملف منازعات.

و بشأن نشاطات الفرق العملياتية للجمارك التي تغطي ولايتي قسنطينة و ميلة، ذكر نفس المصدر أنه تم في هذا الإطار حجز 8600 قرص من المؤثرات العقلية و ذلك في عمليتين منفصلتين.

كما أفاد المتحدث بأن عمليات البيع بالمزاد العلني للبضائع قد مكنت من دعم الخزينة العمومية بأكثر من 13 مليار دج و ذلك منذ مطلع السنة الجارية إلى غاية 31 يوليو الأخير.

و في مجال حركة المسافرين بمطار محمد بوضياف الدولي خلال شهري يونيو و يوليو الماضيين، أشار السيد غندوس الى تسجيل أزيد من 24400 مغادرة و أكثر من 27540 وصول في شهر يونيو، بالإضافة إلى أزيد من 24 ألف وصول في يوليو الأخير. كما حطت خلال يونيو الأخير 240 طائرة بمطار محمد بوضياف الدولي مقابل إقلاع 265 طائرة، في حين تم تسجيل خلال يوليو الماضي هبوط 281 طائرة و إقلاع 261 أخرى.

و بعد أن ذكر بالتزام الجمارك الجزائرية بتقديم خدمات ذات جودة لفائدة المسافرين، أردف نفس المسؤول قائلا أن كل الشكاوي المودعة لدى مصالح الجمارك بمطار محمد بوضياف الدولي (حوالي 20 منذ مطلع السنة الجارية) قد تم التكفل بها.

و أضاف نفس المصدر في هذا الصدد أن كافة التدابير المتعلقة بالتسهيلات التي قررتها المديرية العامة للجمارك قد انعكست إيجابيا على مدة معالجة حركة المسافرين (دقيقة واحدة و 25 ثانية).

و تم بالمناسبة تنظيم زيارة موجهة لفائدة الصحفيين الذين حضروا الندوة الصحفية إلى مطار محمد بوضياف الدولي.



وجهات الجزائريين تنوعت بين الدراسة والتجارة والسياحة "السكوار" يتوسع إلى عملات العالم مع الدخول الاجتماعي

يشهد سوق "السكوار" للعملات الأجنبية بساحة بورسعيد بالعاصمة، انتعاشا ملحوظا في الآونة الأخيرة، حيث عاد بقوة غير مسبوقه وأصبح مكتظا بالباعة والزبائن، إلى درجة أن مساحة بيع وشراء العملة توسعت لتشمل شوارع وأزقة مجاورة، ناهيك عن التنوع في العملة بعد دخول بعض العملات الخاصة ببلدان آسيوية وأمريكية وعربية على خط اليورو والدولار الأمريكي.



ورغم أن عملة اليورو بقيت تحتل الصدارة في الترويج، وتليها عملة الدولار الأمريكي، إلا أن الطلب لم يعد يختصر في يوميات “السكوار” على هذين العملتين، حيث تفاجأ باعة هذا السوق بزيادة الطلب على الليرة التركية، والبانك الانجليزي، والين الياباني، والرينغيت الماليزي، والريال البرازيلي، والروبل الروسي، والدولار الكندي، والريال السعودي، والدرهم الإماراتي.

ومن خلال جولة استطلاعية قادت “الشروق”، خلال هذا الأسبوع، إلى سوق “السكوار”، رصدنا الحركية في البيع والشراء، حيث كانت الساعة الرابعة زوالاً، ولا يزال السوق مكتظاً، وبمجرد الاستفسار عن مدى توفر عملات أخرى غير اليورو والدولار، والليرة التركية، والين الياباني، كانت الإجابة سريعة من طرف مجموعة الشباب المتنافسين على الزبائن، بأن كل العملات باتت تدور هنا في ساحة بور سعيد بالعاصمة. وقال أحد الباعة إن بعض الدول يمكن للمسافرين إليها أن يتعاملوا باليورو، إلا أن بعض الجزائريين سواء من الذين يتوجهون للسياحة أو التجارة، يبحثون هنا، عن عملتها الأصلية، ناهيك عن دول مصنفة في الاتحاد الأوروبي، لكنها حافظت على عملتها، مثل الدانمارك والسويد، حيث توفرت في “السكوار”، الكورونة السويدية، والكورونة الدنماركية عند بعض تجار العملة.

ووصل سعر شراء 100 يورو في “السكوار”، إلى 22700 دج، بينما بيعها من طرف رواد هذا السوق، فيكون بمقابل 22400 دج، وأما سعر 100 دولار أمريكي فيدور في حدود 19800 للبيع و20 ألف دج للشراء، فيما تباع 100 بانك انجليزي، بـ25000، وتشتري بـ25250 دج، وتتساوى الليرة التركية بالدينار الجزائري تقريبا، وأما الدولار الكندي فقد شهد ارتفاعا ملحوظ في السوق السوداء للعملة الصعبة فـ100 دولار كندي تباع بـ14900 دج وتشتري بـ14700 دج.

وفي سياق الموضوع، أكد رئيس المنتدى الجزائري للتصدير والاستيراد، والتجارة الدولية والاستثمار، محمد حساني لـ “الشروق”، أن عددا كبيرا من الأجانب دخلوا مؤخرا إلى الجزائر للاستثمار، ناهيك عن المعارض والتظاهرات الدولية التي نظمت في بلادنا خلال الفترة الأخيرة، واستقدمت مجموعة من رجال الأعمال والصناعيين، والمهتمين بالنشاطات التجارية والثقافية، كل هذا ساهم بحسبه في زيادة الطلب على العملات الأجنبية، حيث قام بعضهم باستبدالها بالدينار الجزائري، فيما بحث غيرهم عن العملة الخاصة ببلادهم في رحلات عودتهم إليها.

ويرى حساني أن الحركية في سوق “السكوار” في بيع وشراء العملات، جاءت مع اقتراب الدخول الاجتماعي، وعودة المستثمرين الأجانب، واستعداد الجزائريين للعودة إلى بلدان أجنبية يقيمون فيها أو يذهبون للدراسة أو السياحة فيها.

وأوضح ذات المتحدث أن تجار “الكابة” لعبوا دورا مهما في إحداث التنوع في بيع وشراء العملات، حيث بعضهم يقومون بجلبها من البلدان التي يأتون منها، أو يشترونها من سوق “السكوار”، لاستخدامها في تعاملاتهم التجارية بالخارج.

وقال حساني إن الجزائريين تعددت وجهاتهم خلال سنتي 2022 و2023، وساهمت الرقمنة والتكنولوجيا الحديثة في ذلك، فبين الدراسة والتجارة والسياحة، باتت رحلاتهم، بحسبه، من ماليزيا إلى الإمارات العربية، والسعودية، وإلى ألمانيا، وانجلترا وروسيا، وكندا وأمريكا، وحتى الدول الاسكندنافية.

ودعا حساني إلى الإسراع في فتح شبابيك الصرف لامتصاص العملات المتداولة في السوق السوداء، ورقمنة القطاع المصرفي، لاسيما في ظل الانفتاح على الاستثمار الخارجي، مضيفا أن محاربة التهريب يساهم أيضا في الحد من الإضرار التي قد تلحق بالاقتصاد الوطني.

هب وطائرات درون وساعات فاخرة هذا ما حجزته جمارك قسنطينة منذ بداية 2023

حجزت مصالح الجمارك بقسنطينة في الأشهر الـ7 الأولى من 2023، بضائع تفوق قيمتها المالية 32 مليون دينار.

وحسب ما صرح به المفتش الرئيسي المكلف بالاتصال بمفتشية الجمارك في قسنطينة عبد الكريم غندوس، تخصّ هذه الحصيلة الفترة ما بين 1 جانفي و31 جويلية الماضيين.

و أوضح ذات المسؤول في ندوة صحفية أن البضائع المحجوزة تتضمن على الخصوص:



- 4 طائرات مسيرة (درون) من الحجم الصغير،
- وساعات فاخرة،
- وأكسيسوارات الهواتف النقالة،
- ومواد تجميل،
- و 1 كلف من الذهب.

وقد مكّنت عمليات البيع بالمزاد العلني للبضائع المحجوزة خلال الفترة المذكورة، من دعم الخزينة العمومية بأكثر من 13 مليار دينار، يضيف المتحدث.

نيابة القطب الاقتصادي والمالي تلتمس تكييف الوقائع كـ"جناية" الاستماع إلى 22 متهما في قضية تهريب الذهب وتبييض الأموال

انتهى قاضي تحقيق الغرفة السادسة لدى القطب الجزائري الاقتصادي والمالي بسيدي أمحمد، من الاستماع في الموضوع إلى جميع الموقوفين البالغ عددهم 22 متهما، والمتابعين في ملف تهريب الذهب والغش الضريبي وتبييض الأموال في إطار جماعة إجرامية منظمة، في انتظار مواصلة الاستماع إلى بقية المتهمين الموضوعين تحت إجراء الرقابة القضائية خلال النصف الثاني من شهر سبتمبر الداخل، موازاة مع عودة الإنابات القضائية، ليتم إحالة الملف على المحاكمة.

وفي التفاصيل، فقد استمع قاضي التحقيق للغرفة السادسة لدى القطب الاقتصادي والمالي بسيدي أمحمد، أيام 6 و7 و8 و9 أوت الجاري إلى 22 متهما موقوفا في الموضوع، وتم مواجهة هؤلاء بوقائع فساد تتعلق بتهريب الذهب والغش الضريبي وتبييض الأموال في إطار جماعة إجرامية منظمة والتزوير واستعمال المزور وممارسة نشاطات تجارية تدليسية ومخالفة لقانون الصرف.

وحسب مصادر "الشروق"، فإن قاضي التحقيق لدى ذات الجهة القضائية بعد عودته مباشرة من العطلة القضائية الموافقة للنصف الثاني من شهر سبتمبر الداخل، سيواصل الاستماع في الموضوع لبقية المتهمين غير الموقوفين المتابعين في ملف الحال، والمتواجدين تحت إجراء الرقابة القضائية، ويفصل في طلبات نيابة الجمهورية للقطب التي التمس في خطها الافتتاحي تكييف وقائع الحال على أساس "جناية" لخطورة الوقائع قبل أن يتم إحالة الملف على المحاكمة.

وكانت غرفة الاتهام لدى مجلس قضاء الجزائر قد رفضت في 5 جوان المنصرم طلبات الإفراج عن المتهمين الذين تم إيداعهم الحبس المؤقت في القضية، حيث قررت تأييد الأمر الصادر عن قاضي تحقيق الغرفة السادسة لدى القطب الجزائري الاقتصادي والمالي بسيدي أمحمد، والذي أمر أيضا بوضع 6 متهمين آخرين تحت إجراء الرقابة القضائية، بعد أن وجه لهم تهما ثقيلة تتمثل في تكوين شبكة إجرامية مختصة في تهريب الماس بالاقتصاد الوطني والغش الضريبي وتبييض الأموال في إطار جماعة إجرامية منظمة والتزوير واستعمال المزور وممارسة نشاطات تجارية تدليسية ومخالفة لقانون الصرف.

وقد أكدت محكمة القطب الاقتصادي والمالي في 17 ماي الماضي أنّ قضية الحال جاءت على إثر بلاغ يتعلق بممارسة نشاطات تجارية تدليسية ضارة بالاقتصاد الوطني عن طريق الاتجار غير المشروع في المعادن الثمينة ومناورات احتيالية للغش الضريبي، ليتم فتح تحقيق ابتدائي حول هذه الوقائع من خلاله تم الكشف عن عمليات إيداع نقدية بقيمة جد معتبرة للأموال وتمويه مصدرها عن طريق تحويلات بنكية معقدة، بتواطؤ موظفين عموميين لتبرير تسديد وهمي لفواتير بيع صورية تتعلق بنشاطات تجارية وهمية.

وكانت مصالح الأمن الوطني، قد تمكنت في بداية شهر ماي الماضي من الإطاحة بشبكة إجرامية تتكون من 25 شخصا، مختصة في المتاجرة غير الشرعية بالذهب، مع استرجاع محجوزات وأموال فاقت قيمتها 330 مليار سنتيم.

وجاءت العملية بفضل الاستغلال الفعال لمعلومة وردت في هذا الشأن ووضع خطة عملياتية ممنهجة سمحت بضبط واسترجاع محجوزات، تتمثل في “كمية من الذهب تزيد عن 135 كغ وأخرى تفوق 180 كغ من الفضة من بينها 140 كغ مادة أولية، إضافة إلى استرجاع ما قيمته 5 ملايين سنتيم جزائري و32 ألف أورو، مع تجميد حسابات بنكية يقدر رصيدها بأزيد من 135 مليار سنتيم.” وأفضت التحريات المعمقة والمدعمة بإجراءات تمديد الاختصاص المشفوع بإذن التفتيش لمقر الشركة ومساكن المشتبه فيهم إلى “تحديد هوية أفراد الشبكة الذين ينحدرون من ولايات باتنة، قسنطينة، بسكرة والجزائر العاصمة وكشف الأسلوب الإجرامي المنتهج.” وتبين وفقا لذلك، “لجوء المدير الرئيسي 59 سنة المقيم بآبن عكنون “الجزائر العاصمة” إلى استيراد الذهب من الخارج مستعملا السجل التجاري الخاص بنشاط الشركة التي يديرها، مستغلا في ذلك التسهيلات التي يمنحها قانون الصرف في اقتناء العملة الصعبة بسعر البنك.” ويلجأ المدير الرئيسي، حسب تحقيقات مصالح الأمن الوطني، إلى “بيع مادة الذهب المستوردة في السوق السوداء ليقوم بصب العائدات المالية في حسابه البنكي الخاص، مستعينا بسجلات تجارية مستخرجة باسم أفراد الشبكة تخص نشاطات وهمية لا وجود لها في الواقع وبتواطؤ موظفين بإحدى البنوك الوطنية.”

كما اكتشف المحققون “الحجم الضخم للتعاملات والحركات المالية المسجلة في الحساب البنكي للمدير الرئيسي، والتي فاقت 1100 مليار سنتيم.”

اقتنأؤهم لأجهزة "تي بي أو" سيقصص من أموال "الشكارة"

أكثر من 90 في المائة من التجار لا يتعاملون بالدفع الإلكتروني

● مختصون: الدفع الإلكتروني الوسيلة الأنجع لتحديد مسار الأموال

أحرزت عملية تعميم استعمال الدفع الإلكتروني خلال السنوات الأخيرة تقدما ملحوظا سيما فيما يتعلق بعمليات السحب عبر الموزعات الآلية، لكن يبقى رهان نجاح عصرنة القطاع المالي والمصرفي في الجزائر مرهون بتعميم استعمال الدفع الإلكتروني في أوساط التجار، حيث لا يزال هؤلاء ممتنعين عن الالتحاق بركب الدفع الإلكتروني، ليتجاوز معدل التجار الراضين التعامل بهذا النوع من وسائل الدفع الحديثة ما نسبته 90 في المائة.

شأنها النهوض بالاقتصاد الوطني. على صعيد آخر، تشير الأرقام الأخيرة المقدمة من طرف مجمع النقد الآلي تسجيل قفزة نوعية في مجال السحب عبر الموزعات الآليات، حيث ارتفع عدد أجهزة الصرف الآلي البنكي المتوفرة عبر التراب الوطني إلى 3783 جهاز، إلى غاية نهاية جويلية الفارط، وهو ما جعل المبلغ الإجمالي لمعاملات السحب يرتفع إلى 2182 مليار دينار نهاية 2022، ليقدّر في شهر جويلية الفارط لوحده بما قيمته 253 مليار دينار.

مستحقات "عدل" وتذاكر الملاعب تساهم في تعميم استعمال الدفع الإلكتروني

أما بالنسبة لنشاط الدفع على الأنترنت، فسجل هو الآخر تحسنا ملحوظا، ليقدّر مبلغ معاملتها نهاية السنة الماضية بأكثر من 18 مليار دينار، بعد أن كان لا يتعدى 12 مليار دينار في 2021. وأرجع مختصون في هذا المجال ارتفاع التعاملات التجارية عبر الأنترنت إلى تعميم استعمالها في دفع مستحقات العديد من الخدمات خاصة تلك التابعة للمؤسسات العمومية والوزارات، ومن أهمها تلك المتعلقة بتسديد مستحقات "عدل" والتسجيلات الجامعية، زيادة على تذاكر الملاعب، حيث تم شراء أكثر من 152 ألف تذكرة العام الماضي عبر الأنترنت خصصت لدخول الملاعب فقط، في انتظار تعميم شراء تذاكر أماكن ترفيهية ورياضية أخرى مثل المسابح. أما عدد المعاملات بالنسبة للخدمات المقننة عبر الأنترنت فقد تجاوز 705 ألف عملية. بالمقابل، يتيح 379 موقع للتجارة عبر الأنترنت خدمة الدفع الإلكتروني سواء عن طريق البطاقات البنكية أو البطاقة الذهبية، حسب الأرقام التي نشرها مجمع النقد الآلي.

س. ي



سيتمكن من تتبع مسار الأموال المتداولة واستقطاب أموال "الشكارة"، كما سيسمح من جهة أخرى بتعميم استعمال الفاتورات والقضاء على التهرب الضريبي والتصريح الخاطئ لنشاطات بعض التجار.

معاملات السحب الإلكتروني تتجاوز 253 مليار دينار شهر جويلية

من جهة أخرى، دعا هؤلاء الخبراء السلطات العمومية إلى تحفيز التجار على اقتناء أجهزة الدفع الإلكتروني رغم تقنين إجبارية استعمالها، وذلك من خلال تقديم تحفيزات ضريبية وجبائية لتشجيع التجار على الإقبال عليها، إلى جانب تنظيم حملات توعوية في أوساط التجار لإقناعهم بمدى أهمية هذه الوسيلة التي تعد من أنجع وسائل الدفع المتطورة والتي من

سمية يوسف

● تؤكد الأرقام الصادرة عن مجمع النقد الآلي أنه من بين مليون تاجر جزائري ملزمين على اعتماد الدفع الإلكتروني في معاملاتهم التجارية من خلال اقتناء أجهزة الدفع الإلكتروني "تي بي أو"، فإنه لم يتم إحصاء سوى 50.495 محطة للدفع الإلكتروني هي الآن طور التشغيل، وهو ما يمثل نسبة محتشمة تقدر بـ 5 في المائة مقارنة بعدد التجار المقدر بمليون تاجر.

ويجزم عدد كبير من الخبراء الاقتصاديين على أن تطوير استعمال الدفع الإلكتروني في أوساط التجار يبقى من الحلول الناجعة التي ستساهم بصفة فعالة في تقليص الأموال المتداولة في الأسواق الموازية خارج الأطر الرسمية. وفي هذا الإطار أكد الخبراء أن إجبار التجار على اقتناء أجهزة "تي بي أو" واستعمالها،

عاد للانخفاض بعد ارتفاع طفيف تذبذب أسعار الدولار وسط ترقب لمعدلات الفائدة

الجمعة، اليورو بـ0.08 في المائة إلى 1.0809 دولار، بينما سجل الإسترليني في أحدث التعاملات 1.26 دولار مرتفعاً بـ0.18 في المائة خلال المعاملات.

وصعد الدولار الأسترالي 0.42 في المائة إلى 0.643 دولار، كما ارتفع الدولار النيوزيلندي 0.20 في المائة ليصل إلى 0.592 دولار في أعقاب خفض الصين رسوم الدمغة على تداول الأسهم إلى النصف، مما ساعد على زيادة الشهية للمخاطرة.

وفي سوق المعادن النفيسة ارتفعت أسعار الذهب، أمس، على الرغم من تصريحات رئيس مجلس الاحتياطي الاتحادي (المركزي الأمريكي) جيروم باول حول احتمال تنفيذ المزيد من عمليات رفع أسعار الفائدة، إذ تسعى الأسواق للحصول على دلالات من خلال بيانات اقتصادية هذا الأسبوع لرسم صورة أوضح لمسار أسعار الفائدة.

وزاد الذهب في المعاملات الفورية 0.1 في المائة إلى 1915.99 دولار للأونصة (الأونصة) مع تخلي مؤشر الدولار عن ذروة 12 أسبوعاً. كما ارتفعت العقود الآجلة الأمريكية للذهب 0.2 في المائة إلى 1943.80 دولار.

الوكالات



ركود. ولكن مع بقاء التضخم أعلى من هدف الاحتياطي الاتحادي (2%) يشعر بعض المستثمرين بالقلق من أن تبقى البنوك المركزية الأمريكية أسعار الفائدة عند مستويات مرتفعة لفترة أطول.

فيما تراجع الين بـ0.03 في المائة إلى 146.46 للدولار، بالقرب من أدنى مستوى في أكثر من تسعة أشهر عند 146.64 للدولار الذي لامسه يوم الجمعة، بينما يواصل المتعاملون مراقبة أي مؤشرات على تدخل الحكومة اليابانية في سوق العملة.

وارتفع اليورو والجنيه الإسترليني من أدنى مستويين في الشهرين اللذين لهما يوم

104.44 في المائة الذي لامسه يوم الجمعة. وارتفع المؤشر أكثر من اثنين في المائة في أوت متجهاً إلى إنهاء سلسلة خسائر استمرت شهرين.

وأظهرت أداة "فيدووتش" الخاصة بمجموعة "سي. إم. إي" أن الأسواق تتوقع بنسبة 80 في المائة فرصة إبقاء الاحتياطي الاتحادي على أسعار الفائدة دون تغيير الشهر المقبل، لكن احتمال رفع الفائدة 25 نقطة أساس (ربع نقطة مئوية) في نوفمبر متوقع الآن بنسبة 48 في المائة مقابل 33 في المائة قبل أسبوع.

وساعدت سلسلة من البيانات الاقتصادية الأمريكية القوية في تخفيف المخاوف من حدوث

● تراجع الدولار قليلاً عن أعلى مستوى في 12 أسبوعاً مع تقييم المستثمرين لمسار السياسة النقدية الأمريكية، بعد أن ترك رئيس مجلس الاحتياطي الاتحادي (المركزي الأمريكي)، جيروم باول، الباب مفتوحاً أمام احتمال تنفيذ المزيد من عمليات رفع أسعار الفائدة.

وفي كلمة ترقيتها الأسواق باهتمام بالغ في ندوة سنوية للسياسة المالية في جاكسون هول، وعد باول بالتحرك بحذر في الاجتماعات المقبلة للبنك المركزي، مشيراً إلى تقدم تحقق في تخفيف ضغوط الأسعار ومخاطر تتعلق بالقوة المفاجئة للاقتصاد الأمريكي.

وقال باول "ستتحرك بحذر عندما نقرر ما إذا كنا سنزيد من التشديد النقدي أو بدلاً من ذلك نبقى أسعار الفائدة ثابتة وننتظر المزيد من البيانات". وأشار إلى أن "مهمة الاحتياطي الاتحادي هي خفض التضخم إلى هدفنا عند اثنين في المائة، وسوف ن فعل ذلك".

وهبط مؤشر الدولار الذي يقيس أداء العملة الأمريكية مقابل ست عملات منافسة، 0.106 في المائة إلى 104.05 في المائة، لكنه ظل قريباً من أعلى مستوى في 12 أسبوعاً عند



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger